

La semaine mondiale de l'eau se termine demain à Stockholm. Les experts tirent le signal d'alarme sur les conséquences de l'urbanisation galopante.

L'accès à l'eau potable se dégrade dans les villes

Les Echos
Jeudi 9 sept.
2010

En juillet dernier, les Nations unies ont reconnu l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit humain. Mais, même après des années de discours et d'appel à la mobilisation, l'urbanisation rapide de la planète rend difficile l'amélioration de la situation pour les populations des grandes villes, que ce soit en matière d'accès à l'eau potable ou d'utilisation de toilettes décentes. Entre 2000 et 2008, la population mondiale a augmenté de 636 millions de personnes dont 511 millions vivent en milieu urbain et 124 millions à la campagne. En comparant les derniers chiffres disponibles (2008) avec ceux de 2000, année où les objectifs du millénaire (OMD) ont été décidés, on constate qu'il y a eu, en milieu urbain, une augmentation de 114 millions du nombre de personnes qui n'ont pas accès aux réseaux d'eau potable chez elles ou à proximité immédiate dans des bornes d'accès sécurisées. De même, les habitants des villes ne pouvant fréquenter des toilettes dites « hygiéniques et privatives », ce qui est considéré comme le minimum de base a progressé de 134 millions dans le monde sur la même période. Notons au passage que ces chiffres ne comptent pas le traitement des eaux usées, mais le fait pour les habitants d'avoir accès à des toilettes ! Résultat : 90 % des eaux usées dans les pays en développement ne sont pas traitées, et 900 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable.

« La démographie va plus vite

EAU ET HYGIENE : LES POPULATIONS CONCERNÉES

VARIATION 2008/2000, EN MILLIONS DANS LE MONDE
*SANS ASSAINISSEMENT

	MILIEU URBAIN	MILIEU RURAL
SANS ACCÈS À UN ROBINET D'EAU	+ 114	- 24
TOILETTES HYGIÉNIQUES PRIVATIVES*	+ 134	- 69
SANS TOILETTES	+ 7	- 129

« LES ECHOS » / SOURCE : AQUAFED

que nos progrès. Aujourd'hui, les besoins restent très importants en milieu rural, mais la communauté internationale doit aussi augmenter ses efforts sur les grandes villes. Un sursaut est nécessaire pour renverser ces tendances inquiétantes », affirme Gérard Payen, conseiller pour l'eau du secrétaire général de l'ONU et président de la Fédération internationale des opérateurs privés de services d'eau.

Réparation des installations

Ces dernières années, les principaux progrès accomplis ont été réalisés en Chine, en Inde et au Brésil. Sur une population de 1,3 milliard d'habitants, le gouvernement Chinois a mis en place une politique volontariste qui a permis à 89 % de la population d'être alimentée par des points d'eau sécurisés contre 67 % en 1990. Et un service d'eau comme celui de Sao Paulo coté en Bourse à New York, a pu récemment emprunter

600 millions de dollars. Dans les autres pays, les aides à l'eau sont plus difficiles à se mettre en place. La part de l'aide publique au développement (APD) dévolue au secteur de l'eau et de l'assainissement est passée de 8 % de l'enveloppe globale en 1997... à 5 % en 1997, soit 5,3 milliards de dollars. Les pays d'Afrique subsaharienne qui sont les plus en retard sur les objectifs mondiaux du millénaire ne reçoivent que 25 % de l'APD.

Les 2.500 experts de l'eau réunis depuis le début de la semaine à Stockholm ont cependant en tête l'exemple de la régie municipale de Phnom Penh, aujourd'hui capable de desservir plus de 1 million d'habitants et dont le réseau ne perd plus que 7 % de son eau contre plus de 90 % dans les années 1980 au plus fort des années noires du Cambodge. Une politique menée en investissant progressivement dans la réparation des installations, en luttant contre les branchements illégaux et en mettant en place ces tarifs spéciaux pour les familles défavorisées. « Dernièrement, la banque interaméricaine de développement a mis en place un programme d'investissement dans 100 villes », ajoute Gérard Payen. Une enquête menée dans 132 villes dans le monde montre que le tarif pratiqué pour le service de l'eau ne couvre pas les charges récurrentes et le coût de maintenance, ce qui fait dire régulièrement aux experts que le problème de l'eau tient largement à la volonté politique des élus locaux.

JULIE CHAUVEAU